



Argumentaire

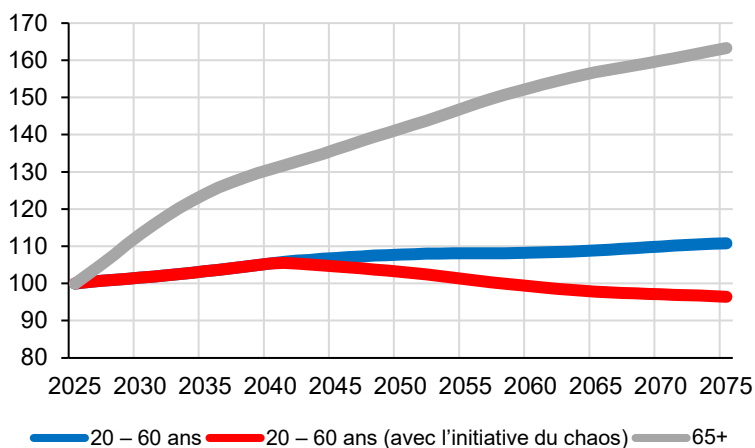
Initiative du chaos de l'UDC : baisse des salaires et des rentes, recul de l'emploi, hausse des primes d'assurance-maladie et des taxes

À première vue, l'initiative de l'UDC a l'air inoffensive. En réalité, elle peut déclencher de graves difficultés économiques. Les salaires seront mis sous pression. Les rentes de vieillesse reculeront et des emplois disparaîtront. Les primes d'assurance-maladie, les impôts et les taxes augmenteront. À l'hôpital, la qualité de la prise en charge et des soins se dégradera dangereusement. Pour les salarié-e-s comme pour les retraité-e-s, cette initiative signifie chaos, hausse des coûts et multiplication des risques.

Pourquoi un tel chaos ? Deux raisons principales.

- L'initiative entraîne la dénonciation des accords bilatéraux avec l'UE. Et ce au pire moment, c'est-à-dire lorsque les États-Unis se détournent de nous et que la Chine accroît la pression sur notre économie au moyen de produits bon marché et de subventions. Des études¹ montrent que la fin des accords bilatéraux se traduira par des pertes de revenus et des suppressions d'emplois. L'inflation repartira à la hausse, comme on l'a observé après le Brexit. La protection des salaires et des conditions de travail sera affaiblie, alors que la Suisse en a particulièrement besoin compte tenu de son niveau salarial élevé. Nous risquons un retour à la période sombre du statut de saisonnier, avec des bas salaires et des conditions de travail et de séjour précaires.
- Ces prochaines années, de nombreux salarié-e-s partiront à la retraite. Or, c'est précisément à ce moment-là que l'UDC veut plafonner la population résidente avec son initiative radicale. À l'échelle mondiale, seule la Chine, avec son régime autoritaire, a tenté de limiter sa population nationale. Avec le plafonnement voulu par l'UDC, les entreprises ne pourront plus pourvoir une partie des postes grâce à des professionnel-le-s venu-e-s de l'étranger. Le nombre de jeunes actifs diminuera sensiblement en Suisse. L'économie suisse se contractera, voire cessera de fonctionner dans certains secteurs. Pour la population résidente, les impôts et les taxes augmenteront.

Population âgée de 65 ans et plus, ainsi que de 20 à 64 ans, et plafond de 10 millions



¹ Selon des études d'Ecoplan et de BAK Economics, le PIB par habitant reculera de 1,7 % à 4,7 % et les salaires réels diminueront eux aussi dans la même proportion. L'inflation progressera de 0,3 % par an, et le rendement des investissements perdra plus de 5 %.

Cette initiative extrême met en péril l'emploi et la prospérité

En Suisse, le nombre de retraité-e-s augmente. Dans ce contexte, imposer un plafond fixe à la population serait fatal à l'économie. Sans immigration, la main-d'œuvre manquera, les investissements ralentiront et certaines entreprises délocaliseront. Le risque de récessions et de coups de freins à l'activité de construction augmentera. Pour l'emploi en Suisse, les conséquences seront lourdes, puisque tout ralentissement de l'économie entraîne la suppression de milliers de postes.

Les accords bilatéraux sont eux aussi appelés à tomber. À court terme, leur développement sera bloqué ; à moyen terme, une sortie complète se dessine. Environ 50 % des exportations suisses sont destinées à l'UE. Rompre avec notre principal partenaire commercial affaiblira l'économie. En période d'incertitude, alors que les États-Unis et la Chine poursuivent leurs propres intérêts, le risque est encore plus élevé. La baisse des investissements et les délocalisations s'accroîtront, les licenciements se multiplieront et l'emploi reculera.

Cette initiative extrême menace nos salaires

Les problèmes économiques, les délocalisations et les crises sont néfastes pour les salaires. Si l'initiative est acceptée, les salaires et les revenus baisseront. Si, en plus, les accords bilatéraux tombent, alors que les États-Unis se replient sur eux-mêmes et que la Chine déstabilise les marchés avec des produits bradés, la situation deviendra particulièrement délicate pour la Suisse. Notre pays a un petit marché intérieur et dépend donc de ses exportations vers le reste du monde. On oublie trop souvent que le salaire de la boulangère comme celui de l'enseignant dépend aussi de la réussite économique du pays. Sans une économie d'exportation performante, les ressources manquent.

Si les accords bilatéraux sont dénoncés, les mesures d'accompagnement seront elles aussi attaquées. La protection des salaires sera abolie – ce qui constitue d'ailleurs un objectif de longue date de l'UDC². La Suisse affiche parmi les salaires les plus élevés au monde. Sans contrôles ni sanctions contre les entreprises qui pratiquent le dumping, la pression sur les salaires s'accroît. Les migrant-e-s seront à nouveau exploité-e-s, comme à l'époque du statut de saisonniers, avec des conditions de travail précaires et des droits sociaux insuffisants. De nombreux employeurs en ont profité autrefois : pendant des années, ils ont versé des salaires au rabais, poussé des personnes au travail au noir et souvent fourni des logements indignes. Et cela a également pénalisé les salarié-e-s suisses, car lorsqu'on peut traiter plus mal une partie de la main d'œuvre, en l'occurrence étrangère, c'est l'ensemble des conditions de travail qui se détériorent.

Grâce à la protection des salaires, plus de 100 000 salaires sont contrôlés chaque année. En cas d'abus, les employeurs sont sanctionnés. Les mesures d'accompagnement ont permis d'obtenir des hausses de salaire pour des milliers de salarié-e-s. La conclusion de nouvelles conventions collectives avec des salaires minimums, notamment dans le nettoyage et la location de services, a constitué une autre avancée majeure. Ces CCT protègent de nombreuses personnes actives dans les services contre le dumping. Sans protection des salaires, ces acquis seront remis en question.

Cette initiative extrême menace nos retraites

Quand l'économie se dégrade, les rentes de vieillesse en subissent les conséquences. Les pertes attendues sur les rentes du 2^e pilier se situent entre 1500 et 3000 francs par an. La raison est double : la fin des accords bilatéraux et l'accélération du vieillissement démographique pèseront sur les rendements des caisses de pension. Lorsqu'une caisse compte davantage de retraité-e-s,

² Le programme politique de l'UDC 2023–2027 exige d'ailleurs explicitement la « suppression des mesures d'accompagnement ».

elle doit réduire ses risques de placement. Parallèlement, un ralentissement économique renchérit le coût de la vie. L'exemple britannique montre que la hausse des prix érode la valeur réelle des rentes.

Les personnes qui immigreront en Suisse sont en général jeunes et viennent d'abord pour travailler. Leurs cotisations stabilisent aujourd'hui l'AVS. S'en priver ferait perdre des milliards à l'assurance-vieillesse. En limitant la population résidente, le nombre de cotisant-e-s diminuera d'environ 10 %. Les déficits de financement de l'AVS se creuseront et atteindront plusieurs milliards. La pression sur les rentes et sur l'âge de la retraite augmentera. Les cotisations AVS devront être relevées.

Cette initiative extrême met en péril le bon fonctionnement de la Suisse

Le Brexit montre ce qui se passe quand la libre circulation des personnes disparaît. Les hôpitaux doivent recruter en urgence dans des pays lointains, le personnel tourne davantage et la qualité des soins se dégrade. En Suisse, le scénario sera similaire. Près de la moitié des médecins et plus d'un tiers du personnel infirmier diplômé viennent de l'étranger. Sans eux, le système de santé s'effondrera. Or, avec le vieillissement de la population, nous aurons besoin d'un système de santé encore plus solide. L'initiative du chaos veut pourtant restreindre massivement le recrutement à l'étranger. Concrètement, des médecins et du personnel soignant nous feront cruellement défaut. Au Royaume-Uni, la situation s'est nettement détériorée après le Brexit. Les décès à l'hôpital augmentent, faute de personnel en nombre suffisant et suffisamment qualifié. Des études l'attestent très clairement³.

L'initiative extrême fera augmenter les primes d'assurance-maladie

Les personnes actives paient entre 2000 et 3000 francs de plus en primes par année qu'elles ne reçoivent en prestations⁴. Cet excédent profite surtout aux personnes âgées, dont les coûts de santé sont plus élevés. L'initiative de l'UDC réduira le nombre de personnes actives et l'immigration. Il manquera non seulement de la main-d'œuvre, mais aussi des assuré-e-s qui paient leurs primes tout en recourant peu aux soins. Même le conseiller national UDC Thomas Aeschi a dû le reconnaître. Il affirmait que l'immigration faisait grimper les coûts de l'assurance-maladie. Le Conseil fédéral lui a répondu que les personnes étrangères paient environ 1000 francs de plus qu'elles ne coûtent. Sans immigration, il manquera beaucoup d'argent dans l'assurance-maladie. Les primes augmenteront d'environ 250 francs par an, alors qu'elles sont déjà aujourd'hui difficilement supportables pour beaucoup.

L'initiative extrême précarisera les conditions de séjour et favorisera le travail au noir

L'UDC propose de limiter l'immigration au moyen de contingents. La Suisse a déjà appliqué ce système pendant des décennies, avant la libre circulation, sans succès. En période de forte conjoncture, l'immigration augmentait ; en récession, elle diminuait. Comme aujourd'hui. Mais à la différence que la situation des personnes concernées était bien plus dure. Beaucoup vivaient dans la crainte de perdre leur permis et leur emploi. Les salaires étaient plus bas et les conditions de travail plus mauvaises. Cela pénalisait aussi les salarié-e-s suisses : lorsqu'un employeur peut tirer les salaires vers le bas, c'est l'ensemble des salaires qui en subit les conséquences. Le système des contingents a aussi entraîné davantage de travail au noir, car des employeurs engageaient du

³ <https://docs.iza.org/dp17797.pdf>

⁴ https://www.ecoplan.ch/download/ipv_sb_de_2020.pdf (p. 116).

personnel sans autorisation. Le plus choquant, c'est que des familles devaient cacher leurs enfants aux autorités, sous peine d'être séparées.

L'initiative extrême repose sur une erreur fondamentale

L'UDC prétend que la libre circulation fait augmenter l'immigration. C'est faux. La migration a progressé dans le monde entier, qu'un pays ait la libre circulation ou non. La raison est simple : avec l'internationalisation de la société et de l'économie, travailler à l'étranger est devenu plus courant. Internet a encore accéléré cette évolution. Avant 2000, un employeur devait publier une annonce dans un journal étranger pour toucher des candidat-e-s hors de Suisse, ce que les entreprises faisaient rarement. Aujourd'hui, grâce aux portails d'emploi en ligne, les postes vacants en Suisse sont visibles presque partout dans le monde. On peut postuler pour un emploi n'importe où dans le monde.

L'initiative extrême de l'UDC diminue l'attrait de la Suisse pour les personnes hautement qualifiées

La libre circulation des personnes a amélioré les conditions de séjour des travailleurs et travailleuses sans passeport suisse. C'est un atout pour la Suisse. Les personnes bien formées ne viennent pas volontiers si elles doivent craindre pour leur emploi et ne peuvent pas faire venir leur famille. À cet égard, la libre circulation est un avantage. Elle garantit notamment le regroupement familial et des droits de séjour dignes. La Suisse en a profité : elle attire des spécialistes et des expert-e-s. La protection des salaires y contribue aussi de manière décisive. Elle empêche les employeurs suisses de recruter une main-d'œuvre étrangère prétendument «bon marché» au détriment des personnes qualifiées déjà présentes en Suisse, comme cela arrivait plus souvent sous l'ancien système des contingents.